

Objektyp: **Issue**

Zeitschrift: **Schweizerisches Handelsamtsblatt = Feuille officielle suisse du commerce = Foglio ufficiale svizzero di commercio**

Band (Jahr): **6 (1888)**

Heft 25

PDF erstellt am: **12.07.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern. Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Schweizerisches Handelsamtsblatt

Feuille officielle suisse du commerce — Foglio ufficiale svizzero di commercio

Bern, 28. Februar — Berne, le 28 Février — Berna, li 28 Febbrajo

Jährlicher Abonnementspreis Fr. 6. (halbj. Fr. 3). — Abonnements nehmen alle Postämter sowie die Expedition des *Schweiz. Handelsamtsblattes* in Bern entgegen. Abonnement annuel Fr. 6. (Fr. 3 pour six mois). — On s'abonne auprès des bureaux de poste et à l'expédition de la *Feuille officielle suisse du commerce* à Berne. Prezzo delle associazioni Fr. 6. (Fr. 3 per semestre). — Associazioni presso gli uffici postali ed alla spedizione del *Foglio ufficiale svizzero di commercio* a Berna.

Amtlicher Theil. — Partie officielle. Parte ufficiale.

Inhaltsverzeichnis des Blattes. Mit der Versendung des Inhaltsverzeichnisses des Blattes, Jahrgang 1887, wird heute angefangen.

Répertoire de la feuille. L'expédition du répertoire de la feuille, année 1887, commence aujourd'hui.

Handelsregister. — Registre du commerce. — Registro di commercio.

I. Hauptregister — I. Registre principal — I. Registro principale

Kanton Aargau — Canton d'Argovie — Cantone d'Argovia

Bezirk Aarau.

1888. 22. Februar. Unter dem Namen **Taubstummenanstalt Aarau** besteht in der Stadt Aarau ein Verein, welcher zum Zweck hat, taubstumme Kinder körperlich und geistig für's Leben zu erziehen und sie soweit zu bilden, daß sie nach ihrem Austritte nützliche Glieder der menschlichen Gesellschaft werden und, wenn möglich, einen Beruf erlernen können. Die Statuten datiren vom 28. Dezember 1887. Mitglied des Vereins kann jeder ehrenfähige Einwohner des Bezirks Aarau und dessen Umgebung werden. Die Mitglieder leisten einen jährlichen Beitrag, welcher höchstens Fr. 5 betragen soll. Der Verein wird von einer Direktion, bestehend aus sieben Mitgliedern, geleitet. Der Präsident und der Aktuar führen die verbindliche Unterschrift durch kollektive Zeichnung. Präsident ist Julius Henz; Vizepräsident E. Zschokke, Pfarrer; Aktuar R. Wernli, Pfarrer, alle in Aarau. Die weitem Mitglieder der Direktion sind X. Fischer, Pfarrer; A. Guyer; E. Frey-Bolley und V. Gysi-v. Arx, alle in Aarau. Für die Verbindlichkeiten des Vereins haftet nur dessen Vermögen. Ein Gewinn wird nicht beabsichtigt.

Kanton Tessin — Canton du Tessin — Cantone del Ticino

Ufficio di Cevio (distretto di Valle-Muggia).

1888. 23. Febbrajo. La società in nome collettivo sotto la firma „Balli e Maestretti“, in Bignasco, costituita dai signori Federico Balli, da Caverno, e Alberto Maestretti, da Verscio, in Bignasco, per l'esercizio dell'Hotel du Glacier e pubblicata sul F. u. s. di c. il 10 Febbrajo 1884, pag. 81, è cessata. Il signor Federico Balli fu Valentino Alessandro, suddetto, da Caverno, suo domicilio, è unico proprietario della nuova ditta individuale **Balli Federico**, con sede in Bignasco, per l'esercizio dell'impresa commerciale Hotel du Glacier e sue dipendenze.

Kanton Waadt — Canton de Vaud — Cantone di Vaud

Bureau de Lausanne.

1888. 23. février. Les raisons suivantes sont radiées d'office ensuite du décès des titulaires:

Gaspard Fischer, à Lausanne, quincaillerie et mercerie (F. o. s. du c. du 27 février 1883, page 203);

C^{tes} Govin, à Lausanne, quincaillerie et fers (F. o. s. du c. du 12 mars 1883, page 267);

H^{ri} Piot, à Lausanne, quincaillerie (F. o. s. du c. du 17 avril 1883, page 437).

Bureau de Nyon.

22 février. Ensuite de décision de l'assemblée générale du 29 décembre 1887, la „Société des Eaux du Fresne“, à Nyon, inscrite au registre du commerce le 15 et publiée dans la F. o. s. du c. le 30 mars 1883, page 348, a, par acte reçu Burnier, notaire, le 16 février 1888, adopté de nouveaux statuts en harmonie avec le code fédéral des obligations. Ces statuts abrogent les précédents. Il en résulte ce qui suit: La société demeure constituée sous la dénomination de **Société anonyme des Eaux du Fresne**. Son siège est à Nyon. Sa durée est illimitée. Elle a pour objet la vente et la location des eaux de la source du Fresne, sise rière Duillier, dont la société est propriétaire en vertu d'actes passés devant le notaire Martheray les 30 mai 1868 et 15 février 1870. Le capital social est de cent vingt-quatre mille francs (Fr. 124,000), divisé en 248 actions au porteur, de fr. 500 chacune, toutes souscrites et entièrement libérées. Il pourra être augmenté par décision de l'assemblée générale. La société est administrée par un conseil d'administration composé de trois membres, nommés pour deux ans par l'assemblée générale et rééligibles. Le président et le secrétaire du conseil ont conjointement la signature sociale et représentent valablement la société vis-à-vis des tiers. Toutes les publications émanant de la société auront lieu par la voie de la Feuille des avis officiels du canton de Vaud et des journaux paraissant à Nyon. Le président du

conseil d'administration est M. Samuel Bugnon, le secrétaire est M. Jules Saugy, les deux à Nyon.

Bureau d'Yverdon.

23 février. Par acte instrumenté, le 22 décembre 1887, par le notaire Sylvius Roulier, à Yverdon, il a été constitué entre MM. André Jayet-Morel, banquier; François-Denis dit Fritz Simond, boursier de la commune; Jean-Jaques Ruchty dit Rochty, caissier de l'hôpital; Auguste Garin, docteur-médecin; Henri Vautier, négociant; Charles Naef, municipal; John Landry, ingénieur; Charles Perret-Ogiz, employé à la Suisse-Occidentale, et Charles Meylan, avocat et membre de la municipalité, tous domiciliés à Yverdon, qui constituent entre eux le conseil de surveillance, et les déposants à l'établissement, sous la dénomination de **Caisse d'Épargne & de Prévoyance d'Yverdon**, une association à durée illimitée ayant son siège à Yverdon. Cette association fait suite à celle du même nom, fondée en 1820, inscrite au registre du commerce du district d'Yverdon le 31 mars 1883 et publiée dans la F. o. s. du c. du 23 mai dit, page 601, laquelle association est radiée comme éteinte. Le but de l'association est de provoquer et de faciliter l'épargne en recevant en dépôt les petites sommes et plus spécialement celles que les ouvriers, domestiques et autres personnes peu fortunées peuvent lui confier. L'association se compose des personnes indiquées ci-dessus et de celles qui pourraient se joindre à celles-ci, soit par voie d'appel du conseil de surveillance, soit en effectuant un dépôt, lequel ne peut être inférieur à fr. 1. La qualité d'associé se perd par la mort ou par la démission; le retrait du dépôt équivaut à la démission. Quelle que soit la cause de leur sortie, les associés sortants n'ont aucun droit sur l'actif de l'association. Les associés sont exonérés de toute responsabilité personnelle, ainsi que de toute solidarité quant aux engagements de l'association. Ces engagements sont garantis par l'avoir social uniquement, les associés n'étant pas responsables des dettes de la société au delà du montant de leur dépôt. La société a un fonds de réserve qui se compose du fonds de réserve actuel de la caisse d'épargne, formé à l'origine par des dons recueillis à cet effet, et par les bénéfices réalisés dès lors. Il s'augmentera successivement par l'excédent des recettes sur les dépenses, y compris le service des intérêts, jusqu'à concurrence du 15 % du capital dû par la caisse aux déposants. Lorsque le fonds de réserve dépassera ce chiffre, les bénéfices annuels seront répartis entre les déposants, membres de l'association, au 31 décembre, par une augmentation de l'intérêt qui leur est payé. Toutefois, au cas où le bénéfice réalisé pendant une année, après paiement des intérêts, ne s'élèverait pas à une somme équivalant au 1/4 % du capital déposé, il sera cumulé avec le bénéfice des années suivantes jusqu'à ce qu'il ait atteint cette somme. En cas de dissolution de la société, le fonds de réserve sera réparti au sol la livre entre les déposants alors existants, ce après remboursement préalable des dépôts et liquidation de tous les engagements. La caisse donne chaque année, au mois de mars, connaissance aux déposants et au public de son bilan par insertion dans la Feuille d'avis d'Yverdon. Les organes et pouvoirs de l'association sont: 1° L'assemblée générale, 2° le conseil de surveillance, 3° le directeur. L'assemblée générale se compose des membres du conseil de surveillance et des déposants dont le compte de dépôt se monte à fr. 600 et au-dessus. Le conseil de surveillance, composé de neuf membres, a l'administration de l'association. Il nomme dans son sein un président et un vice-président qui sont également président et vice-président de l'association. Le conseil de surveillance nomme le directeur qui est en tout temps révocable. Il peut désigner dans son sein deux membres qui forment, avec le président, le comité de placements de capitaux. La qualité de déposant n'est pas nécessaire pour faire partie du conseil de surveillance. Le directeur fait tous les actes que comporte le but de l'association, à l'exception de ceux réservés à l'assemblée générale et au conseil de surveillance. Il signe pour l'association. Les membres du conseil de surveillance sont les personnes nominativement désignées en tête des présentes. Le président actuel du comité de surveillance est M. Jayet-Morel, banquier à Yverdon. Le directeur est M. Alfred Piguet, aussi banquier à Yverdon.

II. Besonderes Register — II. Registre spécial — II. Registro speciale

Streichungen: — Radiations: — Cancellazioni:

Kanton Luzern — Canton de Lucerne — Cantone di Lucerna

1888. 23. Februar. In Folge Ablebens wurden von Amtes wegen gestrichen:

Elmiger, Hans, Schmid, von Ruswyl, wohnhaft gewesen in Luzern (S. H. A. B. 1883, pag. 236);

Weltert, Caesar, Fürsprech, von und wohnhaft gewesen in Willisau (S. H. A. B. 1883, pag. 276);

Meyer, Sophie, von Großwangen, gewesene Wirthin zum Rebstock in Luzern (S. H. A. B. 1884, pag. 529).

Gewinn- und Verlustrechnung der Thurgauischen Kantonalbank

vom Jahre 1887.

Soll
Lastenposten

Gesetzliche Genehmigung vorbehalten.

Haben
Nutzposten

		I. Verwaltungskosten.			
	3,035 50	Entschädigungen an die Verwaltungsbehörden.			
	23,380 —	Besoldungen und Gratifikationen an die Angestellten und das Hilfspersonal incl. Sparkassa-Einnehmer.			
	4,834 66	Lokalmiethe und Baukosten.			
	845 46	Heizung, Beleuchtung und Reinigung.			
	3,049 94	Bureau-Auslagen, Drucksachen, Inserate, Abonnements.			
	2,936 80	Porti, Depeschen und Konkordatspesen.			
38,575 30	492 94	Verschiedenes (Betriebskosten und Reisespesen).			
		II. Steuern.			
	1,500 —	Bundes-Banknotensteuer.			
10,500 —	9,000 —	Kantonale Banknotensteuer.			
		III. Passivzinsen.			
		<i>a. Auf Schulden in laufender Rechnung.</i>			
	3,060 32	An Emissionsbanken und Korrespondenten.			
	92,406 59	An Konto-Korrent-Kreditoren.			
	151,658 41	An Sparkassa-Einlagen.			
		<i>b. Auf Schuldscheinen auf Zeit, Depositen und Obligationen.</i>			
	646,043 26	Bezahlte Zinsen und Coupons.			
	95,076 —	Fällige und nicht erhobene Zinsen und Coupons.			
	274,554 05	Ratazinsen auf 31. Dez. 1887.			
889,567 33	642,442 01	Abzüglich: Ratazinsen und ausstehende Zinsen und Coupons vom Vorjahre.			
		IV. Verluste und Abschreibungen.			
	16,567 36	Auf Schweizer-Wechsel.			
18,117 36	1,550 —	Auf Konto-Korrent-Debitoren mit Bürgschaft.			
		VI. Reingewinn.			
	22,610 33	Gewinn-Saldo-Vortrag vom Jahre 1886.			
192,888 16	170,277 83	Reingewinn des Rechnungsjahres.			
		I. Ertrag des Wechselkonto.			
		Diskonto-Schweizer-Wechsel:			
		Vereinnahmte Zinsen und Kommissionen	35,687 95		
		Rückdiskonto v. Vorjahre à 2 ³ / ₄ %	7,132 60		
			42,820 55		
		Ab: Rückdiskonto auf 31. Dezember 1887 à 3 %	6,830 80	35,989 75	
		Wechsel mit Faustpfand:			
		Vereinnahmte Zinsen und Kommissionen	38,922 90		
		Rückdiskonto v. Vorjahre à 3 ¹ / ₄ %	13,752 85		
			52,675 75		
		Ab: Rückdiskonto auf 31. Dezember 1887 à 3 ¹ / ₂ %	9,600 55	43,075 20	
		Wechsel zum Inkasso:			
		Vereinnahmte Inkassogebühren etc.		1,761 02	80,825 97
		II. Aktivzinsen und Provisionen.			
		<i>a. Auf Guthaben in laufender Rechnung.</i>			
		Von Emissionsbanken und Korrespondenten	3,289 36		
		Von Konto-Korrent-Debitoren	34,788 53		
		Von Konto-Korrent-Kreditoren	4,301 —		
		Von Diversi	952 40		
		<i>b. Auf andern Guthaben und Anlagen.</i>			
		V. Schuldscheinen ohne Wechselverbindlichkeit:			
		Vereinnahmte Zinsen und Provisionen	62,384 —		
		Zinsrestanzen auf Jahresschluß	5,496 25		
		Ratazinsen auf 31. Dezember 1887	24,594 55		
			92,474 80		
		Abzüglich: Ratazinsen und Zinsrestanzen vom Vorjahre	29,490 85	62,983 95	
		Von Hypothekaranlagen aller Art:			
		Eingenommene Zinsen	866,303 69		
		Zinsrestanzen auf Jahresschluß	148,761 58		
		Ratazinsen auf 31. Dezember 1887	430,202 45		
			1,445,267 72		
		Abzüglich: Ratazinsen und Zinsrestanzen vom Vorjahre	560,060 65	885,207 07	
		Von Effekten:			
		Vereinnahmte Zinsen	43,086 05		
		Ratazinsen auf 31. Dezember 1887	40,507 10		
			83,593 15		
		Abzüglich: Ratazinsen vom Vorjahre	31,127 90	52,465 25	
		Von Diversi (Gantrödel, Provisionen)		67 75	1,044,055 31
		IV. Gebühren und Entschädigungen.			
		Aufbewahrung und Verwaltung von offenen und verschlossenen Werthtiteln etc.			139 50
		V. Diverse Nutzposten.			
		Agio auf Münzsorten, fremden Noten etc.			594 29
		VI. Eingänge von frühern Abschreibungen.			
		Auf Schweizer-Wechsel	522 75		
		Auf Liegenschaften	900 —	1,422 75	
		VII. Gewinn-Saldo-Vortrag von 1886			22,610 33
1,149,648 15					1,149,648 15

Beilage zu der Gewinn- und Verlustrechnung der Thurgauischen Kantonalbank vom Jahre 1887.

Vertheilung des Reingewinnes

gemäß Art. 17 des Bankgesetzes vom 17. November 1869.

Der Reingewinn pro 1887 beträgt:

Fr. 192,888. 16 welchen die Bankvorsteherschaft wie folgt zu vertheilen vorschlägt:

Fr. 104,500. — Verzinsung des Dotationskapitals von Fr. 2,600,000 laut Aufrechnung der Finanzverwaltung.

" 60,000. — Zuweisung an den außerordentlichen Reservefond.

" 28,388. 16 Vortrag auf neue Rechnung.

Fr. 192,888. 16 Gleich oben.

Art. 17 des Bankgesetzes lautet: „Von dem nach Abzug sämtlicher Kosten, Verluste und Abschreibungen sich ergebenden Reingewinn werden 50 % zur Bildung eines Reservefonds verwendet, bis derselbe den Betrag von 10 % des Gründungskapitals erreicht haben wird; über den Mehrbetrag verfügt auf Antrag der Bankvorsteherschaft der Große Rath zu Gunsten des thurgauischen Hypothekarkredites im Allgemeinen und der Schuldner der Bank insbesondere.“

Nichtamtlicher Theil. — Partie non officielle. Parte non ufficiale.

Nordostbahn. In der Generalversammlung der Aktionäre vom 25. Februar 1888 ist folgender Antrag des Herrn Fierz-Landis mit dem Amendement des Herrn Guyer-Zeller mit 4,468 gegen 1,007 Stimmen angenommen worden:

Die Generalversammlung der Aktionäre der Schweizerischen Nordostbahngesellschaft, nach Kenntnissnahme von einem Schreiben des hohen Bundesrathes vom 18. Januar a. c., mit welchem derselbe Namens des Bundes ein Kaufsanerbieten für die gesammte Nordostbahnunternehmung macht, beschließt: Das Kaufsanerbieten des hohen Bundesrathes vom 18. Januar a. c. wird unter folgenden Bedingungen angenommen:

- 1) Die Nordostbahngesellschaft soll nicht verpflichtet sein, die jetzigen Direktoren mit der Liquidation zu beauftragen, sondern über die Wahl der Liquidatoren freie Hand behalten. Einer von den Liquidatoren wird vom hohen Bundesrathe gewählt.
- 2) Der hohe Bundesrath verpflichtet sich, drei Monate nach Perfektwerden des Vertrages den einzelnen Aktieninhabern ihre Aktien jederzeit auf Verlangen abzunehmen und dafür den in Art. 2 vorgesehenen Gegenwerth in Bundesobligationen zu verabfolgen. Der hohe Bundesrath verpflichtet sich ferner, drei Monate nach Perfektwerden des Vertrages die Coupons für die in Art. 3 bezeichneten Dividenden den Inhabern auf Verlangen abzunehmen und dafür den Gegenwerth von Fr. 236 minus Fr. 42, die in Art. 2 verrechnet sind, mit Fr. 194 Werth Ende 1888 zu vergüten.
- 3) Die Dividendensperre wird vor dem 12. März d. Js. definitiv vom hohen Bundesrathe aufgehoben.

In der Hauptabstimmung zwischen dem Antrag Fierz-Guyer und dem auf Ablehnung der Kaufsofferte gerichteten Hauptantrage des Verwaltungsrathes wird ersterer mit 4,826 gegen 875 Stimmen angenommen.

Gemäß dem eventuellen Antrage des Verwaltungsrathes wird letzterer ermächtigt, der im Protokolle (vide S. H. A. B. 1888, Seite 164) niedergelegten Vereinbarung, mit Wirkung vom Tage der bezüglichen Mittheilung an den Bundesrath an, die Genehmigung zu erteilen.

Handelspolitisches. Die «Neue Freie Presse» enthält folgende Aeußerung über die Forderungen, welche der schweizerische Bundesrath der österreichisch-ungarischen Regierung für den Abschluß eines neuen Handelsvertrages notifizirt hat:

«Die Forderungen, welche die Schweiz erhebt, sollen weitgehender Natur sein, und insbesondere im österreichischen Handelsministerium scheint man dieselben für gänzlich unerfüllbar zu halten. Jedenfalls werden nunmehr die Regierungen Oesterreich-Ungarns Gegenpropositionen vereinbaren, und sodann dürften die direkten Verhandlungen eröffnet werden. Man macht in Wien geltend, daß Zugeständnisse, wie die von der Schweiz begehrten, höchstens Deutschland gewährt werden könnten. Indeß ist vorzusehen, daß die Schweiz an ihren ersten Forderungen nicht unbedingt festhalten wird. Es wäre doch gar zu sonderbar, wenn es nicht möglich sein sollte, zwischen Oesterreich und der Schweiz eine handelspolitische Verständigung zu erzielen, zwischen zwei Staaten, die fast gar keine widerstreitenden Interessen haben.»

— Der italienische Ministerrath hatte am Sonntag eine lange Berathung über die neuen französischen Vorschläge, ohne zu einem Entschlusse zu gelangen. Diese Vorschläge lauten wie folgt:

1) Beibehaltung aller im Vertrage von 1881 zu Gunsten der französischen Produkte vereinbarten italienischen Eingangszölle, einschließlich aller Metallwaaren, wie Eisen, Kupfer Maschinen etc., ausgenommen dagegen einige unbedeutende Aenderungen bezüglich der Zölle auf gemusterte, damassirte und brochirte Baumwollgewebe, auf Spitzen, Tulle, Baumwollsammt, Wollengewebe und Flaschen. 2) Neue Konzessionsbegehren Frankreichs bezüglich der Ausgangszölle auf Wein, Bleikarbonat, Bleistifte, fertige Hüte, Cement, Backsteine, Käse und Frauenhüte. 3) Beibehaltung der für die italienischen Erzeugnisse bei ihrer Einfuhr in Frankreich vereinbarten Zollbehandlung, ausgenommen eine Zollerhöhung auf Teigwaaren und Ausschließung der Knöpfe.

— Mit Spanien ist ein neuer Vertrag zu Stande gekommen. Um zur Ratifikation desselben Zeit zu gewinnen, wurde daraufhin der alte Vertrag um 2 Monate verlängert.

Politique commerciale. Les propositions FRANÇAISES ont fait dimanche l'objet d'une longue délibération de la part du ministère ITALIEN, sans qu'il ait été possible d'aboutir à une résolution. Voici un résumé de ces propositions:

1° Maintien de tous les droits reconnus par le traité de 1881 en faveur de produits français à leur entrée en Italie, et comprenant tous les produits métallurgiques, fer, cuivre, machines, etc., sauf quelques légères modifications aux droits sur les tissus de cotons ouvrés, damassés et brochés, sur les dentelles, tulles, velours de coton, sur les tissus de laine et sur les bouteilles. 2° Nouvelles concessions demandées par la France sur les droits de sortie pour les vins, le carbonate de plomb, les crayons, les peaux finies, le ciment, les briques, les fromages et les chapeaux de femmes. 3° Maintien du traitement convenu pour l'entrée des produits italiens en France, sauf augmentation du droit sur les pâtes et exclusion des boutons.

— Ensuite d'une nouvelle prorogation, l'ancien traité ITALO-ESPAGNOL demeurera encore en vigueur durant deux mois, afin de permettre d'échanger les ratifications du nouveau traité qui vient d'être conclu entre les deux pays.

— Personne ne pourra se méprendre, ni en ITALIE ni en FRANCE, sur le sens qu'il convient de donner au vote émis hier par la chambre, dit le *Temps*, dans son numéro du 26 février. Elle a relevé, dans des proportions qu'il est permis de dire considérables, les droits inscrits au tarif général des douanes françaises pour un certain nombre de produits italiens; mais cette mesure a été prise uniquement à titre défensif, en prévision d'une éventualité que l'on voudrait ne pas voir se réaliser, celle d'une rupture commerciale entre les deux pays. Pour bien marquer cette intention, les nouvelles surtaxes ont été calquées en quelque sorte sur celles dont les produits français seraient frappés à leur entrée en Italie: on a voulu indiquer ainsi que l'on cherche, non une guerre de tarifs, mais une simple réciprocité de traitements. De plus, le ministre du commerce et de l'industrie a déclaré que «le gouvernement français a le désir et l'espoir de s'entendre avec le gouvernement italien».

Naturalisation österreichischer Waaren in Deutschland. In der Frage, inwiefern aus Deutschland in Rumänien eingeführte österreichisch-ungarische Erzeugnisse Anspruch auf den Schutz des deutsch-rumänischen Meistbegünstigungs-Vertrages haben, vertritt die deutsche Reichsregierung den Grundsatz, daß Erzeugnisse anderer Länder, sobald sie durch Zahlung des deutschen Einfuhrzollens naturalisirt sind, bei der Einfuhr aus Deutschland nach Rumänien als solche deutscher Herkunft gelten müssen. (*Das Handels-Museum.*)

Privat-Anzeigen — Annonces non officielles

Zeilenpreis für Insertionen: die halbe Spaltenbreite 25 cts., die ganze Spaltenbreite 50 cts.

Le prix d'insertion est de 25 cts. la petite ligne, 50 cts. la ligne de la largeur d'une colonne.

Basler Depositen-Bank.

Einladung zur General-Versammlung.

Die Tit. Aktionäre der Basler Depositen-Bank werden hiemit zur **sechsten ordentlichen General-Versammlung** eingeladen, welche

Donnerstag den 22. März 1888, Nachmittags 3 Uhr,
im Bankgebäude, Aeschenvorstadt Nr. 5,

stattfinden wird.

Traktanden:

- 1) Vorlage des Jahresberichtes nebst Rechnung und Bilanz pro 1887;
- 2) Bericht der Herren Revisoren über die Rechnung für das Jahr 1887;
- 3) Anträge des Verwaltungsrathes über die Verwendung des Jahresnutzens pro 1887;
- 4) Neuwahlen für vier im Austritt befindliche Mitglieder des Verwaltungsrathes;
- 5) Ernennung von je zwei Revisoren und Suppleanten zur Prüfung der Rechnung für das Jahr 1888.

Die Zutrittskarten zu der Versammlung werden gegen Anmeldung der Aktientitel vom **1. bis 10. März** an unserer Kassa verabfolgt.

Aktionäre, welche sich an der Generalversammlung durch einen andern Aktionär vertreten lassen wollen, haben die auf der Rückseite der Zutrittskarte befindliche Vollmacht auszufüllen.

Die Rechnung und Bilanz nebst Bericht der Herren Revisoren können von den Tit. Aktionären vom 12. März hinweg an unserer Kassa eingesehen werden.

Basel, den 25. Februar 1888.

(H 677 Q)

Der Verwaltungsrath der Basler Depositen-Bank.

Basler Check- und Wechselbank.

Der Coupon **Nr. 1** unserer Aktien wird mit **Fr. 31. 25** von heute an eingelöst. Bordereaux-Formulare sind an unserer Kasse zu beziehen.

Basel, den 25. Februar 1888.

(H 683 Q)

Die Direktion.

Bank in Glarus.

Die Generalversammlung hat den Werth der Coupons **Nr. 31 und 32** unserer Aktien auf **Fr. 29** festgesetzt.

Dieselben werden von heute an an unserer Kasse, sowie an derjenigen der Schweiz. Kreditanstalt in Zürich eingelöst.

Glarus, den 22. Februar 1888.

Die Direktion.

Bank in Zofingen.

Der Coupon **Nr. 5** unserer Aktien wird mit **Fr. 17. 50** vom **1. März** an spesenfrei eingelöst:

- in **Zofingen** an unserer Kasse,
 » **Basel** bei Herrn Rudolf Kaufmann,
 » **Bern** » der Tit. Berner Handelsbank,
 » **Luzern** » der Tit. Bank in Luzern,
 » **Zürich** » Herrn B. Staub-Abegg.

Zofingen, den 20. Februar 1888.

(Z 129 Q)

Die Direktion.

Kammgarn-Spinnerei Bürglen.

Die diesjährige **Generalversammlung** wird **Donnerstag den 8. März, Vormittags 11 Uhr, im Casino in Winterthur** stattfinden.

Traktanden:

- 1) Abnahme der Rechnung und des Geschäftsberichtes pro 1887.
- 2) Bericht der Herren Rechnungsrevisoren.
- 3) Wahlen.

Die Eintrittskarten werden gegen gehörigen Ausweis über den Aktienbesitz von heute an auf unserm Bureau ausgegeben.

Die Bilanz, Gewinn- und Verlust-Rechnung liegen von heute an auf unserm Bureau zur Einsicht der Herren Aktionäre auf.

Bürglen, den 20. Februar 1888.

(F 849 Z)

Der Verwaltungsrath.